

Entité – Auto-certification pour CRS et FATCA

Cette auto-certification vous est soumise dans le cadre de l'échange automatique d'information de comptes financiers (FATCA et CRS), qui nous oblige à collecter certaines informations concernant tous les titulaires de compte. Lorsqu'un titulaire de compte ou une des personnes détenant le contrôle de l'entité titulaire de compte a sa résidence fiscale en dehors du Luxembourg ou est une Personne US, les informations personnelles et financières concernant tout compte financier auprès de Keytrade Bank Luxembourg ("Keytrade Bank"), pourraient être transmises aux autorités fiscales luxembourgeoises et étrangères.

Veuillez noter qu'un formulaire incomplet ou erroné peut conduire à une transmission d'informations incorrecte.

Si le Titulaire de compte agit en tant qu'intermédiaire, ou est une Disregarded Entity au regard du droit fiscal américain, ou détient des titres US, veuillez fournir également un formulaire W8 ou W9 (<https://www.irs.gov/pub/irs-pdf/fw8ben.pdf> ou <https://www.irs.gov/pub/irs-pdf/fw9.pdf>).

1- Identification du titulaire (entité)

DÉNOMINATION SOCIALE		
ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL		
Rue.....	N°	Boîte
Code postal	Ville	Country
LEGAL ENTITY IDENTIFIER ¹ :		
GIIN ² : Si l'entité est une institution financière, veuillez fournir le GIIN		

1) Toute société qui souhaite effectuer des opérations en produits dérivés (options, Turbos, Sprinters, warrants, produits structurés, futures, ...) doit communiquer à Keytrade Bank son identifiant d'entité juridique (LEI ou Legal Entity Identifier) afin de permettre à Keytrade Bank le reporting de telles opérations dans le cadre d'EMIR (European Market Infrastructure Regulation) (pour plus d'informations et comment obtenir un LEI voir <https://www.swift.com/standards/data-standards/lei> ou www.gmeiutility.org). Lors de l'entrée en vigueur de MiFID II (prévue début 2018) toute société qui souhaite effectuer des transactions sur instruments financiers devra auparavant obtenir et communiquer à Keytrade Bank son LEI afin de permettre à Keytrade Bank de faire les reportings aux autorités compétentes

2) Le GIIN ou "Global Intermediary Identification Number" est uniquement requis pour les sociétés qui ont reçu un tel numéro des autorités fiscales américaines. Si l'entité est une Institution Financière et qu'elle ne communique pas de GIIN, l'entité doit compléter et fournir à Keytrade Bank un W-8BEN-E pour confirmer son statut sous FATCA (<https://www.irs.gov/pub/irs-pdf/fw8bene.pdf>).

2- Résidence fiscale

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous TOUS les pays où l'Entité est résidente fiscale ainsi que son numéro d'identification fiscale (NIF)³.

PAYS DE RÉSIDENCE FISCALE	NUMÉRO(S) D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF)
.....
.....
.....

3) Veuillez trouver des informations sur le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-identification-numbers/>.

Si vous ne possédez pas de TIN, vous devez en indiquer la raison et le fournir dès réception.

Veuillez indiquer " Demandé " si vous êtes une société nouvellement constituée ayant introduit une demande de NIF (vous devrez nous communiquer le NIF dans un délai de 90 jours).

3- Statut US (une seule case à cocher – définition de l'Accord FATCA)

- ☐ L'entité titulaire de compte est une Personne US. Veuillez également fournir un formulaire W9.
- ☐ L'entité titulaire de compte n'est pas une Personne US.

4- Statut CRS

Merci d'indiquer le statut de l'Entité du détenteur de compte en sélectionnant le statut approprié :

- ☐ (a) Institution financière : entité d'investissement gérée professionnellement
☐ (b) Institution financière : autre
☐ (c) ENF active : société cotée en bourse ou filiale d'une société cotée en bourse
☐ (d) ENF active : une entité gouvernementale ou banque centrale
☐ (e) ENF active : une organisation internationale
☐ (f) ENF active : autre que (c) à (e)
☐ (g) ENF passive :

Vous êtes une ENF passive (g) ou une entité d'investissement gérée professionnellement ressortissante d'un pays non signataire de l'accord EAI-CRS, vous devez également compléter la section 5 "identification des Personnes contrôlantes (ou bénéficiaires effectifs)".

5- Identification des Personnes contrôlantes ("Bénéficiaires Effectifs")

Veuillez indiquer ci-dessous, la/les personne(s) physique(s) qui à la date de signature sont les Bénéficiaires Effectifs de l'entité.

Nom		Prénom	
Adresse du domicile légal			
Date de naissance Ville et Pays de naissance			
Nationalité(s)			
Veuillez indiquer TOUS les pays où vous êtes considéré comme un résident fiscal ainsi que votre NIF ⁴			
Pays de résidence fiscale		NIF	
Pays de résidence fiscale		NIF	
Pays de résidence fiscale		NIF	
Qualité bénéficiaire effectif:			
<input type="checkbox"/> (i) Actionnaire (≥ 25%) <input type="checkbox"/> (ii) Droits de vote (≥ 25%) <input type="checkbox"/> (iii) Décideur:fonction			
Personne politiquement exposée:		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
US Person ⁵ :		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Nom		Prénom	
Adresse du domicile légal			
Date de naissance Ville et Pays de naissance			
Nationalité(s)			
Veuillez indiquer TOUS les pays où vous êtes considéré comme un résident fiscal ainsi que votre NIF ⁴			
Pays de résidence fiscale		NIF	
Pays de résidence fiscale		NIF	
Pays de résidence fiscale		NIF	
Qualité bénéficiaire effectif:			
<input type="checkbox"/> (i) Actionnaire (≥ 25%) <input type="checkbox"/> (ii) Droits de vote (≥ 25%) <input type="checkbox"/> (iii) Décideur:fonction			
Personne politiquement exposée:		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
US Person ⁵ :		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non

Une copie d'une pièce d'identité en cours de validité de chaque Bénéficiaire Effectif doit être jointe au présent document.

4) Veuillez consulter le site de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/taxation_customs/tin/tinByCountry.html?locale=fr) ou l'OCDE (<http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-identification-numbers/>) ou contactez l'administration fiscale du pays de votre résidence fiscale.

5) Le terme US Person doit être interprété conformément à la loi américaine en vigueur et l'entité supporte l'entière responsabilité pour déterminer si le Bénéficiaire Effectif est qualifié ou non de US Person. En cas de doute l'entité doit prendre contact avec un conseiller fiscal. Keytrade Bank ne fournit pas de services aux US Persons et se réserve le droit de mettre fin à sa relation avec l'entité. Si l'entité (ou ses Bénéficiaires Effectifs) a (ont) des indices US, elle devra fournir à Keytrade Bank la documentation requise afin de confirmer ou infirmer son statut de US Person.

6- Protection des données personnelles

Les données à caractère personnel seront traitées par Keytrade Bank Luxembourg pour le traitement de votre demande et dans le cadre de la gestion de l'auto-certification pour CRS et FATCA ainsi que pour les finalités décrites dans la Politique relative à la Vie privée. Veuillez consulter cette Politique pour de plus amples informations quant à la collecte, l'enregistrement et le traitement de vos données personnelles ainsi que concernant vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de suppression, de limitation du traitement et votre droit à la portabilité des données.

7- Déclarations et signature

Nous déclarons que les informations dans ce document sont, à notre connaissance, véridiques, exactes et complètes. Nous nous engageons à informer dans les plus brefs délais Keytrade Bank de toute modification susceptible de rendre inexacts les informations communiquées dans le présent document et à remettre à Keytrade Bank un nouveau document dans les 30 jours qui suivent une telle modification.

Nous reconnaissons et acceptons que les informations dans ce document, y compris les NIF des Bénéficiaires Effectifs émis par des pays qui ne sont pas des juridictions soumises à déclaration à la date de la signature du présent document, et les informations relatives au(x) compte(s) de la société soient récoltées, traitées et communiquées aux fins indiquées à la section 6 ci-dessus.

Nous déclarons que nous sommes autorisés de communiquer les informations notamment en ayant obtenu le consentement de chaque Bénéficiaire Effectif de récolter, traiter et communiquer leurs données personnelles indiquées à la section 5 ci-dessus et nous avons informé chaque Bénéficiaire Effectif de leurs droits à la protection de la vie privée comme exposé à la section 6 ci-dessus.

Par conséquent, nous donnons notre consentement au traitement et à la communication requis de nos données personnelles conformément aux accords internationaux d'échange d'informations fiscales et réglementations nationales en vigueur. En outre, nous donnons notre consentement au traitement et communication des données mentionnées ci-dessus aux sociétés appartenant au groupe dont fait partie Keytrade Bank et/ou à des tiers sous-traitants afin que Keytrade Bank puisse respecter ses obligations légales indiquées à la section 6 ci-dessus.

Lieu et date

NOM ET PRÉNOM	QUALITÉ ⁶	LIEU, DATE ET SIGNATURE
.....	<div></div>
NOM ET PRÉNOM	QUALITÉ ⁶	LIEU, DATE ET SIGNATURE
.....	<div></div>
NOM ET PRÉNOM	QUALITÉ ⁶	LIEU, DATE ET SIGNATURE
.....	<div></div>

6) Indiquez la fonction exacte des personnes qui ont le pouvoir de représenter l'entité (administrateur, président, gérant...) conformément à ses statuts ainsi qu'auprès de Keytrade Bank.

Définitions

Ces définitions sont basées sur les normes d'échange automatique de renseignements, le Common Reporting Standard (EAI-CRS), ainsi que sur l'accord FATCA conclu entre le Luxembourg et les États-Unis.

Si vous avez des questions au sujet de ces définitions ou si vous avez besoin d'informations supplémentaires, nous vous recommandons de vous adresser à votre conseiller fiscal.

" CONTRÔLE "

Le contrôle d'une Entité est généralement exercé par la(les) personne(s) physique(s) ayant un nombre de parts lui(leur) permettant de maintenir le contrôle. Dans le cas où il n'y a aucune personne physique avec de telles caractéristiques, la personne exerçant le contrôle devient celle qui contrôle l'Entité par d'autres moyens. À défaut, la personne exerçant le contrôle est celle qui dirige l'Entité. Le terme " personne détenant le contrôle " doit être interprété conformément aux Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI).

" CRS "

Le Common Reporting Standard (CRS) est une réglementation proposée par l'OCDE, dont l'objectif est de développer un système d'échange automatique d'informations afin de garantir une plus grande transparence fiscale. Le CRS a été adopté par l'Union européenne via la Directive sur l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (Directive 2014/107/UE), connue sous le nom de " DAC 2 ". Cette Directive a été transposée en loi luxembourgeoise (loi votée le 9 décembre 2015).

NB: the Beneficial Owner(s) is/are always (a) natural person(s).

If the company's shareholders/decision makers are themselves one or more companies, then you need to look further to identify the natural persons who are the Beneficial Owners. It is these natural persons that must be entered as Beneficial Owner, ignoring any "intermediate stages"

" DISREGARDED ENTITY "

Pour FATCA, une " disregarded entity " est une entité qui est détenue à 100% par une personne physique ou une entité et qui est traitée par l'Internal Revenue Code comme fiscalement transparente.

" ENF "/" EENF "

Entité Non Financière. Correspond à toute entité qui n'est pas une Institution financière, ni une personne US.

" EENF/ENF ACTIVE "

Ce terme désigne toute Entité Non Financière (EENF/ENF) qui satisfait à l'un des critères suivants :

a) Société opérationnelle

Moins de 50% des revenus bruts de l'EENF/ENF au titre de l'année civile précédente ou d'une autre période de référence comptable pertinente sont des revenus passifs (d'investissement) et moins de 50% des actifs détenus par l'EENF/ENF au cours de cette même période sont des actifs qui produisent ou qui sont détenus pour produire des revenus passifs; une IF n'est pas une société active ;

b) Société holding ou de financement au sein d'un groupe non financier

Les activités de l'EENF/ENF consistent pour l'essentiel à détenir (en tout ou en partie) les actions émises par une ou plusieurs filiales dont les activités ne sont pas celles d'une Institution Financière, ou à proposer des financements ou des services à ces filiales. Une Entité ne peut prétendre à ce statut si elle opère comme un fonds de placement, tel qu'un fonds de capital-investissement, un fonds de capital-risque, un fonds de rachat d'entreprise par endettement ou tout autre organisme de placement dont l'objet est d'acquérir ou de financer des sociétés puis d'y détenir des participations à des fins de placement ;

c) Start-up

L'EENF/ENF n'exerce pas encore d'activité et n'en a jamais exercé mais investit des capitaux dans des actifs en vue d'exercer une activité autre que celle d'une Institution financière. Ce statut ne s'applique à l'EENF/ENF que dans un délai de 24 mois après la date de sa constitution ;

d) Société en liquidation ou en voie de réorganisation

L'EENF/ENF n'était pas une Institution financière durant les cinq années précédentes et procède à la liquidation de ses actifs ou est en cours de restructuration afin de poursuivre ou de reprendre des transactions ou des activités qui ne sont pas celles d'une Institution financière ;

e) Centre financier d'un groupe non financier

L'EENF/ENF se livre principalement au financement d'Entités liées qui ne sont pas des Institutions Financières et à des transactions de couverture avec ou pour le compte de celles-ci et ne fournit pas de services de financement ou de couverture à des Entités qui ne sont pas des Entités liées, à condition que le groupe auquel appartiennent ces Entités liées se consacre principalement à une activité qui n'est pas celle d'une Institution Financière ; ou

f) EENF/ENF sans but lucratif

" EENF PASSIVE "/" ENF PASSIVE "

Pour CRS, une " ENF passive " indique : (i) ENF qui n'est pas une ENF Active, ou (ii) une Entité d'investissement résidente dans une juridiction non partenaire.

Pour FATCA, une " EENF passive " indique toute EENF qui n'est pas (i) une EENF active, ou (ii) une " withholding foreign partnership " ou un " withholding foreign trust ", tels que définis par la législation américaine.

" ENTITÉ "

Une Entité désigne une personne morale ou un arrangement juridique, telle qu'une société, organisation, société de personnes, fiducie ou fondation. Ce terme couvre toute personne autre qu'une personne physique.

" ENTITÉ D'INVESTISSEMENT RÉSIDENTE DANS UNE JURIDICTION NON CRS ET GÉRÉE PAR UNE AUTRE INSTITUTION FINANCIÈRE "

Une Entité d'investissement qui n'est pas une Institution Financière d'une Juridiction partenaire, dont les revenus bruts proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'actifs financiers. L'Entité est gérée par une autre Entité qui est un Établissement gérant des dépôts de titres, un Établissement de dépôt, un Organisme d'assurance particulier, ou une autre Entité d'investissement.

" ENTITÉ LIÉE "

Une Entité est une Entité liée à une autre Entité si l'une des deux entités contrôle l'autre ou si ces deux entités sont placées sous un contrôle commun. À ce titre, le contrôle comprend la détention directe ou indirecte de plus de 50% des droits de vote ou de la valeur d'une Entité.

" INSTITUTION FINANCIÈRE "

L'expression " Institution Financière " désigne un " Établissement de dépôt ", un " Établissement gérant des dépôts de titres ", une " Entité d'investissement " ou un " Organisme d'assurance particulier ", tels que définis ci-dessous:

- l'expression " Établissement de dépôt " désigne toute Entité qui accepte des dépôts dans le cadre habituel d'une activité bancaire ou d'activités semblables ;
- l'expression " Établissement gérant des dépôts de titres " désigne toute Entité dont une part substantielle de l'activité consiste à détenir des Actifs financiers pour le compte de tiers ;
- l'expression " Entité d'investissement " désigne toute Entité :
 - a) qui exerce comme activité principale une ou plusieurs des activités ou opérations suivantes au nom ou pour le compte d'un client :
 - i) transactions sur les instruments de marché monétaire (chèques, billets, certificats de dépôt, instruments dérivés, etc.), le marché des changes, les instruments sur devises, taux d'intérêt et indices, les valeurs mobilières ou les marchés à terme de marchandises ;
 - ii) gestion individuelle ou collective de portefeuille ; ou
 - iii) autres opérations d'investissement, d'administration ou de gestion d'actifs financiers ou d'argent pour le compte de tiers ;
 - ou
 - b) dont les revenus bruts proviennent principalement d'une activité d'investissement, de réinvestissement ou de négociation d'actifs financiers, si l'entité est gérée par une autre entité qui est un Établissement de dépôt, un Établissement gérant des dépôts de titres, un Organisme d'assurance particulier ou une Entité d'investissement.

Une Entité d'investissement comprend une Entité qui fonctionne comme un fonds d'investissement, tel qu'un un fonds de capital-investissement, un fonds de capital-risque, un fonds de rachat d'entreprise par endettement ou tout autre organisme de placement dont l'objet est d'acquérir ou de financer des sociétés puis d'y détenir des participations à des fins de placement.

- L'expression " Organisme d'assurance particulier " désigne tout organisme d'assurance (ou la société holding d'un organisme d'assurance) qui émet un Contrat d'assurance avec valeur de rachat ou un Contrat de rente.

" INSTITUTION FINANCIÈRE DÉCLARANTE "

Pour FATCA, cette expression fait référence à une Institution Financière qui s'est enregistrée auprès des autorités fiscales américaines (Internal Revenue Service – IRS). Chaque Institution financière déclarante obtient un numéro (le Global Intermediary Identification Number – GIIN).

Pour CRS, cela correspond à une Institution financière qui n'est pas une Institution Financière non déclarante.

" INSTITUTION FINANCIÈRE NON DÉCLARANTE "

Pour FATCA, cette expression correspond à une Institution Financière, ou une autre entité résidente dans une juridiction qui a signé un accord intergouvernemental avec les États-Unis, qui est décrite dans l'Annexe II de l'Accord (InterGouvernemental Agreement, ou IGA) comme une Institution financière non déclarante (Non-Reporting Financial Institution) ou qui est décrite comme une " Deemed-Compliant Foreign Financial Institution " dans les US Treasury Regulations.

Pour CRS, l'expression " Institution financière non déclarante " correspond à toute Institution financière qui est :

- une Caisse de retraite à large participation ; une Caisse de retraite à participation étroite ; un Fonds de pension d'une Entité publique, d'une Organisation internationale ou d'une Banque centrale ; ou un Émetteur de carte de crédit homologué ;
- toute autre Entité qui présente un faible risque d'être utilisée dans un but de fraude fiscale, incluse dans la liste des Institutions financières non déclarantes publiée au JOUE (Journal officiel de l'Union européenne) ;
- un Organisme de placement collectif dispensé; cette expression désigne une Entité d'investissement réglementée en tant qu'organisme de placement collectif, à condition que les intérêts dans cet organisme soient détenus en totalité par des personnes physiques ou des Entités qui ne sont pas des Personnes devant faire l'objet d'une déclaration à l'exception d'une EENF/ENF passive avec des personnes qui en assurent le contrôle qui ne sont pas des Personnes reportables ; ou
- un trust dans la mesure où le trustee de ce trust est une Institution Financière déclarante et communique toutes les informations requises concernant l'ensemble des Comptes déclarables du trust.

" JURIDICTION CRS "

Une juridiction CRS est une juridiction qui a signé un Accord entre Autorités Compétentes (Competent Authority Agreement). Cette expression inclue également tous les Etats Membres de l'Union Européenne (par application de la Directive 2014/107/UE).

" JURIDICTION NON PARTENAIRE "

Cette expression fait référence à un Pays qui n'est pas un Etat membre de l'Union européenne et qui n'a pas conclu d'accord sur l'échange automatique d'informations financières.

" PERSONNE DÉTENANT LE CONTRÔLE "

La " personne détenant le contrôle " est la personne physique qui exerce le contrôle sur une Entité. Toute entité a nécessairement au moins une personne en détenant le contrôle.

Cette définition correspond au terme de " bénéficiaire effectif ", tel que décrit dans la Recommandation 10 du GAFI et tel que défini dans la loi luxembourgeoise du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

La loi du 12 novembre 2004 dispose que " bénéficiaire effectif " désigne " toute personne physique pour laquelle une transaction est exécutée ou une activité réalisée. Le bénéficiaire effectif comprend au moins, pour les sociétés

- i) toute personne physique qui, en dernier lieu, possède ou contrôle une entité juridique du fait qu'elle possède ou contrôle directement ou indirectement un pourcentage suffisant d'actions " (propriété) " ou de droits de vote " (autres moyens) " dans cette entité juridique, y compris par le biais d'actions au porteur, autre qu'une société cotée sur un marché réglementé qui est soumise à des obligations de publicité conformes à la législation communautaire ou à des normes internationales équivalentes ; un pourcentage de plus de 25% des actions est considéré comme suffisant pour satisfaire à ce critère ;

- ii) toute personne physique qui exerce autrement le pouvoir de contrôle sur la direction d'une entité juridique " (dirigeant principal).

Dans le cas d'un trust, cette expression désigne le(s) constituant(s), le(s) trustee(s), le(s) protecteur(s) du trust le cas échéant, le(s) bénéficiaire(s) ou la(es) catégorie(s) de bénéficiaires, et toute(s) autre(s) personne(s) physique(s) exerçant en dernier lieu un contrôle effectif sur le trust, que ces personnes exercent ou non un contrôle sur le Trust. Dans le cas d'une construction juridique qui n'est pas un trust, l'expression désigne les personnes dont la situation est équivalente ou analogue.

" PERSONNE REPORTABLE "

Toute personne qui est résidente fiscale en dehors du Luxembourg ou toute Personne US.

" PERSONNE US "

Pour FATCA, l'expression " Personne US " indique un citoyen ou résident des Etats-Unis, une société ou une " partnership " organisée ou constituée aux Etats-Unis.

" RÉSIDENT FISCAL "

Une personne est toujours résidente fiscale dans au moins un pays.

Une Entité est résidente fiscale dans une juridiction quand elle est considérée comme résidente en vertu de la législation fiscale de cet Etat et qu'elle y est soumise aux impôts. Le concept de résidence fiscale peut différer d'un Etat à un autre. Les critères qui peuvent être pris en considération pour l'établissement de la résidence fiscale incluent : le domicile dans un Etat ; ou le lieu de constitution/organisation ; ou la nationalité.

Le fait de séjourner dans un Etat peut contribuer à l'établissement de la résidence fiscale dans ce Pays. Par ailleurs, il est possible d'être considéré comme Résident Fiscal dans plus d'un Etat. Les fonctionnaires gouvernementaux, diplomates et personnel militaire sont généralement résidents fiscaux dans leur Etat d'origine. La détermination actuelle de la résidence fiscale a lieu sur la base de la législation fiscale locale.

Vous pouvez vérifier les conditions en consultant la législation locale ou bien en visitant le site www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-residency/

Constructions juridiques et résidence fiscale :

Une Entité telle qu'une construction juridique qui n'a pas de résidence fiscale (entité transparente) est considérée comme résidente fiscale sous CRS dans le Pays dans lequel sa gestion effective a lieu. S'il n'y a pas une administration centrale, l'adresse du bureau principal peut servir pour la détermination de la résidence.

Keytrade Bank n'est pas autorisée à fournir des conseils de nature fiscale pour la détermination de la résidence fiscale de ses clients.

Veuillez consulter un conseiller fiscal si vous avez des doutes au sujet de votre résidence fiscale.

" REVENUS PASSIFS "

Les revenus passifs incluent généralement une portion du revenu brut qui est constituée par les éléments suivants :

- a) dividendes et revenus assimilés ;
- b) intérêts et revenus assimilés ;
- c) loyers, redevances et rentes ;
- d) les plus-values réalisées par la vente ou l'échange d'actifs financiers qui font naître des revenus passifs tels que décrits ci-dessus ;
- e) les plus-values réalisées par des transactions (incluant des futures, des forwards, des options et transactions similaires) ayant pour objet n'importe quel actif financier ;
- f) les plus-values liées aux devises ;
- g) revenu net des swaps ; ou
- h) montants reçus en vertu de Contrats d'assurance avec valeur de rachat.

Malgré ce qui précède, le revenu passif n'inclura pas, dans le cas d'une EENF qui agit régulièrement en tant que courtier en Actifs financiers, tout revenu d'une transaction passée dans le cadre habituel de l'activité de courtier.

" SOCIÉTÉ COTÉE "

Les actions de l'EENF/ENF sont échangées sur un marché financier réglementé ou l'EENF/ENF est une entité liée à une entité dont les actions sont échangées sur un marché financier réglementé.

Nous vous prions de bien vouloir compléter et nous faire parvenir ce document à info@keytradebank.lu ou à l'adresse suivante :

Keytrade Bank Luxembourg SA
62 Rue Charles Martel
L-2134 Luxembourg, Luxembourg

Informations additionnelles

OCDE : <http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/>

FATCA au Luxembourg : http://www.impotsdirects.public.lu/fr/echanges_electroniques/FATCA.html